

La crise financière et le sauvetage des banques ont mis à mal les finances publiques. Les agences de notation et les marchés financiers ont pris le pouvoir et remettent en cause la prise de décision démocratique.

Le Conseil et la Commission européenne (représentés par une majorité d'élus libéraux et démocrates chrétiens), n'ont pas de réponse valable à proposer et imposent, faute de mieux, une politique d'austérité généralisée aux Etats membres, dont la Belgique.

L'accord de gouvernement belge trouvé dans ce contexte ne dégage aucune vision de relance économique durable. Par ailleurs, il n'est pas équilibré parce qu'il fait payer le déficit public par les travailleurs et les allocataires sociaux au lieu de mettre à contribution les responsables de la crise.

Enfin, la mise en œuvre de l'accord gouvernemental a été beaucoup trop rapide et n'a pas tenu compte d'une véritable concertation sociale.

La concertation sociale avec le gouvernement et les employeurs est désormais en cours, à notre demande. Elle s'avère malheureusement peu concluante. C'est pourquoi le préavis de grève déposé pour le 30 janvier sera mis à exécution.

**Mobilisons-nous le 30 janvier pour la mise en place de solutions alternatives durables et contre l'austérité aveugle !**

**Avec la FGTB,  
il faut se mobiliser**

## **Comme vous la FGTB refuse l'austérité sur le dos des travailleurs et des allocataires sociaux**

Pour en savoir plus :

**FGTB**

**Ensemble, on est plus forts**

Pour plus d'infos:

**FGTB**

Rue Haute 42 | 1000 Bruxelles

Tel. +32 2 506 82 11 | Fax +32 2 506 82 29

infos@fgtb.be | www.fgtb.be

Toute reprise ou reproduction totale ou partielle du texte de cette brochure n'est autorisée que moyennant mention explicite des sources.  
Editeur responsable : Rudy De Leeuw © janvier 2012

**Avec ce  
gouvernement,  
que risque-t-il  
de m'arriver ?**

**Propositions de la  
FGTB pour sortir  
de la crise**

**FGTB**

**Ensemble, on est plus forts**

# Propositions de la FGTB pour sortir de la crise

## La FGTB fait six propositions pour sortir de la crise

### Oser un plan de relance pour des emplois durables de qualité

- Ce plan de relance implique que les aides publiques fédérales aux entreprises (15 milliards, dont les intérêts notionnels) doivent être conditionnées et réorientées dans le but de créer des emplois et d'assurer des investissements dans l'innovation et l'économie réelle.
- L'indexation automatique des salaires doit être garantie pour soutenir la demande intérieure !

### Rectifier les mesures antisociales appliquées aux pensions, prépensions, chômage et crédit-temps

- Ces matières relèvent de la compétence des interlocuteurs sociaux et devaient être discutées par eux, ce qui n'a pas été le cas.
- Nous exigeons une correction urgente des mesures qui constituent une rupture de contrat des travailleurs actuellement concernés par la prépension, les allocations d'attente, le crédit-temps.

### Maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs et des allocataires sociaux (index, contrôle des prix, liaison au bien-être, soins de santé)

- Il faut garantir la sécurité tarifaire et l'accessibilité à des soins de santé de qualité pour tous.
- L'équilibre financier de la sécurité sociale doit être garanti par le biais d'un financement alternatif adapté.

### Réformer la fiscalité qui touche les revenus de la fortune ou du capital

- La mise en œuvre d'une réforme fiscale plus ambitieuse doit garantir une meilleure répartition des richesses. Elle doit aussi permettre un financement adéquat des services publics et la création d'emplois de qualité (dans le non marchand et les services publics).
- Cette réforme doit impliquer :
  - la suppression effective du secret bancaire ;
  - la suppression des possibilités d'échapper à la progressivité de l'impôt notamment via la mise en place d'une taxation réelle de l'ensemble des revenus (immobiliers, mobiliers et professionnels en mettant fin à toute taxation forfaitaire). Pour ce faire, la mise en place d'un cadastre des fortunes s'impose ;
  - le rétablissement des tranches d'imposition supérieures sacrifiées lors de la dernière réforme fiscale pour les très hauts revenus et, parallèlement, la suppression des sociétés de management.

### Mettre fin au sous financement et aux attaques incessantes contre les services publics, véritables redistributeurs de richesses

### Construire une Europe véritablement sociale

- L'Europe doit prendre une voie nouvelle en cessant d'imposer une austérité généralisée qui affaiblit les économies, les services publics et les systèmes de protection sociale des Etats.
- Elle doit garantir une croissance durable et soutenir les Etats membres dans des politiques qui ne laissent aucun travailleurs sur le carreau (Transition juste).
- Les décideurs de l'UE doivent prendre les mesures qui s'imposent pour réguler les marchés financiers, harmoniser l'impôt des sociétés et sortir de la crise de l'Euro via, notamment, l'émission d'euro-obligations, l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, la garantie du rôle de « prêteur en dernier ressort » de la BCE.

